

Effondrement des effectifs 2021 : Et ça continue encore et encore !

2 octobre 2020

Sans illusion ...

A la suite de notre audience avec la ministre de la transition écologique, nous concluons que si l'engagement historique de Mme Pompili pour la transition écologique est bien connu, la question restait entière de savoir jusqu'où cet engagement est compatible avec la politique du gouvernement de Jean CASTEX. Et nous donnions rendez vous aux annonces budgétaires.

Les informations reçues en off, en amont de ces annonces, comme le dossier de presse publié la veille, à la sortie du conseil des ministres ne laissaient malheureusement aucun doute : la trajectoire de réduction des effectifs est la même.

Monsieur Castex perpétue l'adage libéral de son ministre de l'économie : l'écologie est une politique, pas un service public.

Visiblement contrariée d'avoir perdu ses arbitrages Barbara Pompili définit son rôle maintenant : chercher à adoucir !

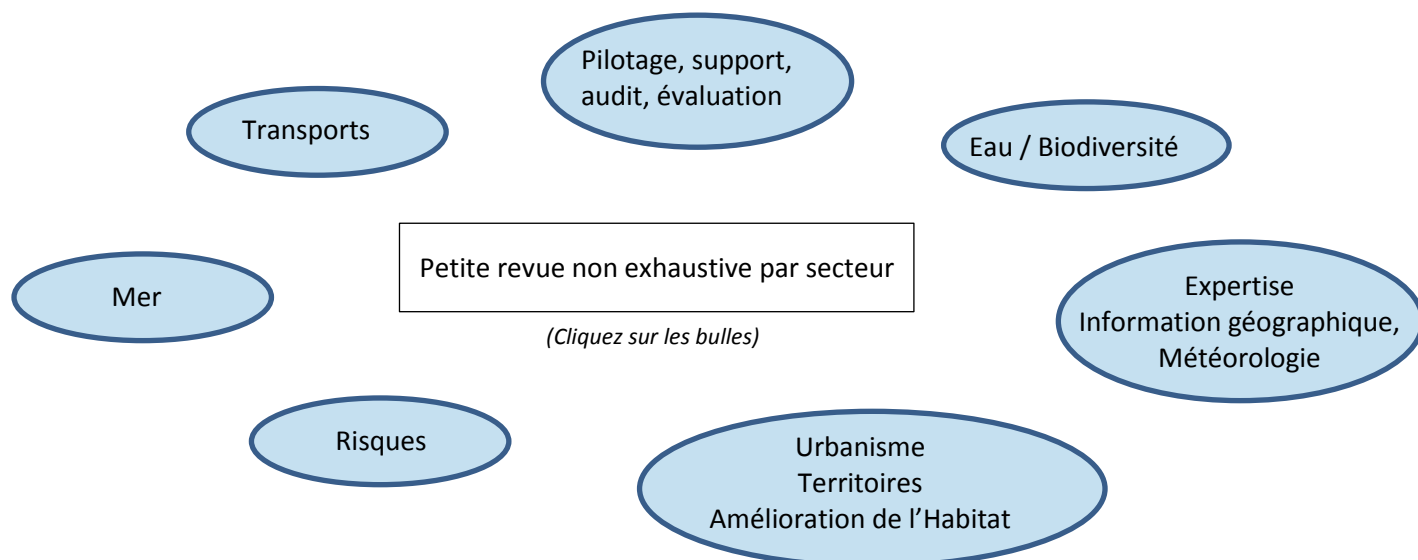
Faire au mieux pour adoucir la situation de certains opérateurs mobilisés sur le plan de relance : CEREMA, ADEME, OFB, agences de l'eau, par redéploiements internes ... ce que nous verrons bien !

La FSU a rappelé qu'il est illusoire de croire que dérèglement climatique et effondrement de la biodiversité verront des solutions en réduisant l'action publique, à commencer par les moyens humains et financiers de notre pôle ministériel.

Notre pôle ministériel est soumis depuis de nombreuses années à de lourdes réductions d'effectifs, décrochant régulièrement depuis plus de cinq ans la palme d'or des pertes d'emploi dans le paysage interministériel.

Avec 947 ETP en moins, 300 transferts au ministère de l'intérieur dans le cadre de la création des secrétariats généraux communs, l'histoire se répète en 2021.

Notre pôle ministériel devient un lieu de conservation d'espèces menacées...



Ayant perdu cette année la bataille des effectifs, la ministre dit vouloir ouvrir un grand chantier pour définir le Projet du Ministère à 5 ans :

- Avec une réflexion sur nos missions, par une large revue de celles-ci, conduisant à faire des choix sous l'adage « faire moins mais mieux » : l'heure du renoncement, en quelque sorte ;
- Accompagnée d'une réflexion sur les parcours et les compétences (à l'heure des lignes directrices de gestion ...)
- Avec un accompagnement social : un agenda social doit en être la feuille de route partagée. Elle souhaite en parallèle la mise en place d'un baromètre social.

En bref, la ministre ne nous propose rien d'autre qu'une nouvelle étude missions / moyens, à l'échelle du pôle ministériel, avec pour objectif le renoncement ! Rien de bien neuf ...

Par ailleurs, la ministre s'étend sur l'augmentation de 2,8% des moyens financiers dévolus au ministère, indépendamment du plan de relance.

Mais :

- Elle ne nous répond pas sur la capacité d'accompagnement du service public pour garantir la qualité des investissements ;
- Si elle vante l'augmentation du fonds Barnier, elle oublie le risque de pérennité lié à sa budgétisation ; la FSU est toujours en attente d'une réponse à ses interrogations.

Enfin, la FSU relève quand même deux points positifs :

- Le maintien des crédits d'actions sociale
- La fourniture d'un document budgétaire particulièrement détaillé sur l'évolution des effectifs.

A noter enfin que tout le monde n'est pas à la même enseigne : Si les services et établissements supports des missions cœurs de notre ministère, sont à la peine, un organisme parasite les dotations d'effectifs : La Société du Grand Paris se voit doter de 250 ETPT supplémentaires en 2021, et voit une progression record de ses effectifs de 733 % depuis 2013 !

Cette situation est totalement indécente ! Et si le renoncement commençait par là ?